

Tendances conjoncturelles

1^{er} trimestre 2015

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Une activité économique en légère amélioration

L'activité économique de l'archipel, qui s'était inscrite en demi-teinte au trimestre précédent, affiche certains signes d'amélioration en ce début d'année 2015. Elle demeure toutefois contrastée.

En effet, alors que la consommation des ménages repart à la hausse, et ce malgré une contraction des crédits à la consommation, l'investissement des entreprises, quant à lui, montre des signes de ralentissement.

L'indice des prix à la consommation demeure stable par rapport au trimestre précédent.

Le marché de l'emploi reste toujours bien orienté. Ainsi, le nombre de demandeurs d'emploi à la fin du premier trimestre reste stable et le nombre d'offres d'emploi repart à la hausse.

Les importations et les exportations enregistrent un léger regain de croissance en ce début d'année, essentiellement dû à un accroissement des importations de produits pétroliers.

Sur le plan sectoriel, l'activité touristique affiche un net repli tandis que l'activité de la pêche présente un bilan contrasté avec une forte progression des prises de pêche artisanale et un recul significatif des prises de pêche industrielle.

LÉGER REPLI DE LA CROISSANCE CANADIENNE

Le produit intérieur brut (PIB) réel a diminué de 0,1 % en janvier, après avoir connu une augmentation de 2,4 % au cours du quatrième trimestre 2014. Cette évolution s'explique principalement par la baisse enregistrée dans les industries productrices de services (-0,3 %), en grande partie liée au recul marqué du commerce de gros (-2,6 %). Des réductions ont également été observées dans les secteurs de la fabrication et des technologies de l'information et des communications (respectivement de -0,7 % et -0,6 %). À l'inverse, et malgré la baisse des prix du pétrole observée depuis juillet 2014, l'extraction de pétrole brut et de gaz par des méthodes non classiques a permis un accroissement de la production ce trimestre (+2,6 %). Les secteurs de l'agriculture et de la foresterie enregistrent eux aussi une progression (+1,9 %).

L'indice des prix à la consommation (IPC) augmente, en mars, de 1,2 % sur un an (après +1,0 % en février). La baisse des prix de l'essence (-19,2 %) demeure le principal déterminant atténuant la hausse de l'IPC. Sans l'essence, l'IPC a augmenté de 2,2 %. Sur une période d'un an, sept des huit composantes principales de l'IPC ont affiché une progression. Les prix des produits alimentaires ont enregistré la plus forte croissance (+3,8 %), en raison principalement de la hausse des prix de la viande (+11,8 %) et dans une moindre mesure des prix des légumes frais (+6,4 %) et des fruits frais (+2,1 %).

Le taux de chômage a baissé de 0,2 % au cours de l'année pour s'établir à 6,8 % au mois de mars. L'emploi a, pour sa part, augmenté de 138 000 soit une hausse de 0,8 %. La majeure partie de cette progression concerne le travail à temps plein. À l'échelle provinciale, l'emploi progresse le plus rapidement dans les provinces du centre du pays. À l'inverse, les provinces atlantiques connaissent une stagnation de l'emploi et même un accroissement du taux de chômage sur l'année à Terre-Neuve-et-Labrador (+1,7 %).

Source : Statistiques Canada

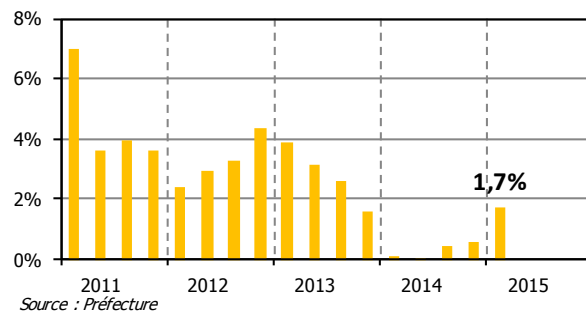
Légère reprise de la hausse des prix

En variation trimestrielle, l'indice des prix à la consommation progresse de 0,6 % après 0,4 % au dernier trimestre 2014. Cette évolution résulte de la hausse des prix des produits alimentaires (+1,4 %) et des services (+1,2 %) conjuguée à la baisse des prix des produits manufacturés (-0,1 %, soit une première baisse depuis le deuxième trimestre 2014) et de l'énergie (-1,8 %, en lien avec la chute des prix du carburant de -7,8%).

En glissement annuel, la tendance haussière des prix à la consommation, observée depuis le début de l'année 2014 se confirme (+1,7 % après +0,6 % au dernier trimestre 2014). Cette tendance est majoritairement attribuable à l'augmentation des prix des produits alimentaires (+3,7 %) et des services (+3,1 %).

Indice des prix à la consommation

(en glissement annuel des données trimestrielles)



Marché du travail toujours bien orienté

À la fin du mois de mars 2015, le nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 360 personnes (DEFM catégories A et B¹).

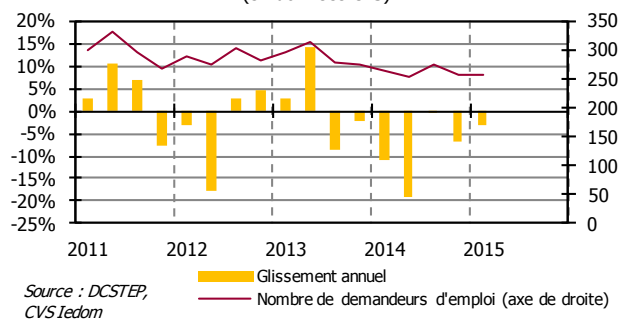
L'indicateur de chômage² de l'archipel s'établit ainsi à 11,3 % pour le premier trimestre 2015 contre 11,6 % à la même période en 2014.

Après une fin d'année 2014 marquée par une baisse significative (-6,2 %, CVS), le nombre de demandeurs d'emploi se stabilise au premier trimestre 2015 (+0,5 %, CVS). La tendance qui se dégage sur un an fait état, quant à elle, d'une amélioration du marché du travail avec un net recul du nombre de demandeurs d'emploi par rapport à la même période en 2014 (-3,1 %, CVS).

Le nombre d'offres d'emploi, de son côté, repart légèrement à la hausse sur le trimestre (+1,3 %, CVS). Ainsi, 58 offres d'emploi ont été enregistrées au cours des trois premiers mois de l'année. Parallèlement, 34 offres ont été pourvues.

Demandeurs d'emploi - DEFM A et B

(en données CVS)



Rebond de la consommation des ménages

Les importations de produits alimentaires repartent à la hausse au cours du premier trimestre (+9,3 %, CVS). Cette évolution se confirme en glissement annuel avec une forte progression en valeur de ces dernières (+25,4 %, CVS).

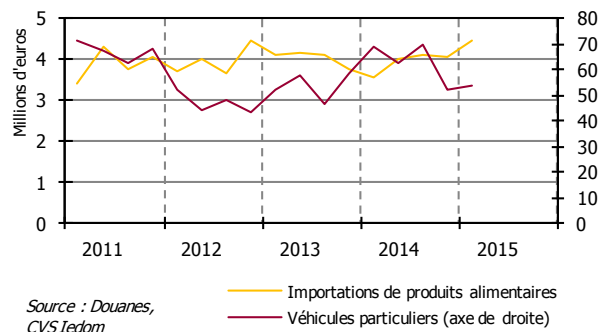
Après le net repli enregistré au quatrième trimestre 2014, les ventes de véhicules de tourisme sont en progression au premier trimestre 2015 (+2,7 %, CVS).

L'activité de crédits à la consommation se contracte en 2015 (-4,4 %), après trois trimestres successifs de hausse. Néanmoins, sur un an, elle maintient comme au trimestre précédent un rythme de croissance soutenu (+3,6 %).

Après une amélioration observée tout au long du deuxième semestre 2014, les indicateurs de vulnérabilité des ménages se dégradent légèrement en ce début d'année 2015. Ceci se traduit par une hausse du nombre de personnes physiques en situation d'interdiction bancaire qui passe de 9 à 12. Le nombre d'incidents de paiement sur chèques progresse également pour s'élever à 20. Seul le nombre de décisions de retrait de carte bancaire diminue, passant de 3 à 2.

Importations des biens destinés aux ménages

(en données CVS)



¹ Les chiffres communiqués par la DCSTEP tiennent compte du chômage au sens de la définition de Pôle emploi pour les catégories A et B, puisqu'il n'est pas possible techniquement d'individualiser ces deux catégories sur l'archipel.

² L'indicateur de chômage de l'archipel est calculé sur la base du ratio « inscrits à Pôle emploi en catégories A et B/population active au dernier recensement (2010) ».

Tassement de l'investissement des entreprises

Après deux trimestres successifs de hausse, les importations de produits bruts se réduisent au premier trimestre 2015 (-14,2 %, CVS). L'évolution se confirme en glissement annuel puisque la diminution enregistrée est de 6,6 % (CVS).

Alors que l'année 2014 a été marquée par trois trimestres consécutifs de baisse du nombre de véhicules utilitaires vendus, les immatriculations sont en progression au premier trimestre 2015 (+9,0 %, CVS). Cependant cette évolution ne se confirme pas en glissement annuel puisque le nombre de véhicules utilitaires immatriculés se contracte très fortement (-32,2 %, CVS).

Les crédits d'investissement, qui représentent les trois quarts des crédits aux entreprises, restent en hausse (+1,1 %) bien qu'à un rythme moindre qu'au trimestre précédent (+6,0 %). Sur l'année, la progression des encours est plus marquée (+11,4 %). Les crédits d'investissement atteignent ainsi le point le plus élevé observé lors des dix dernières années, à 29,9 millions d'euros.

Bien que connaissant une nouvelle baisse en glissement annuel (-0,7 point), le taux de créances douteuses des crédits aux entreprises reste stable ce trimestre à 3,8 %, soit son plus bas niveau enregistré.

Bilan contrasté des échanges commerciaux

Après un net repli des importations observé au quatrième trimestre 2014 (-20,5 %, CVS), ces dernières repartent à la hausse au premier trimestre 2015 (+3,8 % CVS).

Cette progression s'explique principalement par un très fort accroissement des importations en valeur de produits pétroliers (+132,1 %, CVS), du fait d'importantes livraisons de fioul au cours des mois de janvier et de mars. Dans une moindre mesure, la progression des importations de produits alimentaires contribue également à expliquer cette évolution (+9,6 %, CVS). Les importations de produits manufacturés et de produits bruts, pour leur part, se contractent sur le trimestre (respectivement -14,1 % et -14,2 %, CVS).

Sur un an, cette croissance des importations ne se vérifie pas avec une baisse de 7,7 % (CVS), qui s'explique essentiellement par le recul des importations de produits manufacturés (-20,2 %, CVS).

Après un fort recul au trimestre précédent (-54,8 %, CVS), les exportations en valeur augmentent de moitié au premier trimestre 2015 (+49,5 %, CVS). Néanmoins, en glissement annuel, elles s'inscrivent en recul de 11,4% (CVS).

LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

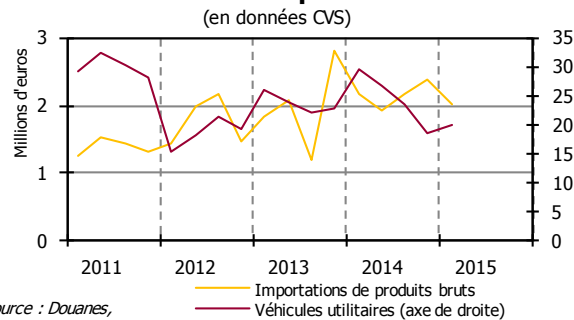
Évolution contrastée de l'activité de pêche

Après une évolution favorable enregistrée au quatrième trimestre 2014, l'activité de la pêche affiche en ce début d'année des résultats contrastés. En effet, les prises de pêche artisanale continuent de progresser avec un quasi-doublement des volumes prélevés (+96,6 %, CVS). À l'inverse les prises de la pêche industrielle, qui représentent les trois quart des volumes, reculent significativement (-16,8 %, CVS).

En glissement annuel, le constat est similaire puisque les prises de la pêche artisanale s'accroissent de 60,7 % (CVS) tandis que celles de la pêche industrielle se contractent (-25,4 %, CVS).

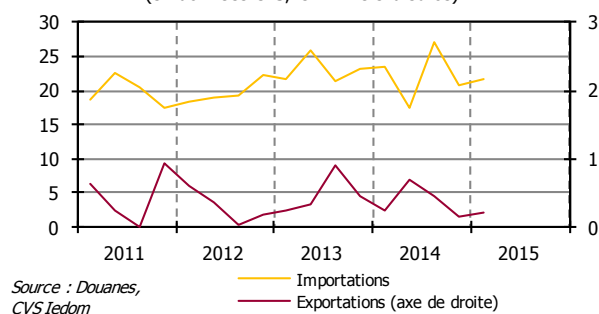
Les activités de la pêche industrielle et artisanale totalisent 1 041 tonnes de prises ce trimestre. Les prises de morue contribuent pour l'essentiel des volumes (870 tonnes).

Importations des biens destinés aux entreprises



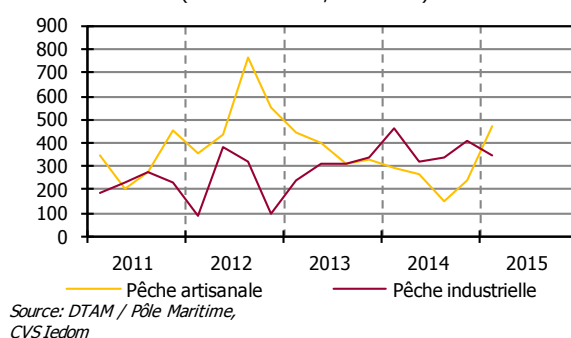
Échanges commerciaux

(en données CVS, en milliers d'euros)



Prises de pêches artisanale et industrielle

(en données CVS, en tonnes)

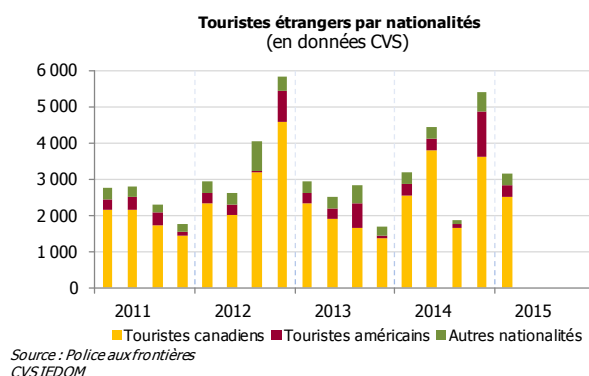


Net repli des entrées de touristes

Le trafic total de passagers diminue fortement au premier trimestre 2015 (-26,8 %, CVS). Cette évolution est majoritairement imputable à la réduction du trafic maritime (-45,0 %, CVS), alors que le trafic aérien n'enregistre qu'une légère baisse (-1,0 %, CVS). Cependant, en glissement annuel, le trafic total se maintient (-0,3 %, CVS).

Les entrées de touristes étrangers sur l'archipel enregistrent, pour leur part, un net repli (-54,0 %, CVS) qui concerne l'ensemble des nationalités. Ainsi, le nombre de touristes canadiens, américains et autres nationalités est en baisse (respectivement de -30,3 %, -75,4 % et -36,5 %, CVS).

En glissement annuel le nombre de touristes canadiens se réduit légèrement (-1,4 %, CVS), tandis que celui des américains et des autres nationalités est en augmentation (respectivement de +0,5 % et +4,6 %, CVS).



ÉCONOMIE MONDIALE : UNE CROISSANCE MODÉRÉE ET HÉTÉROGÈNE

Selon les prévisions du FMI d'avril 2015, la croissance de l'économie mondiale devrait rester modérée en 2015 (+3,5 % après +3,4 % en 2014 et 2013), avec des évolutions contrastées selon les zones géographiques considérées. Alors que les perspectives de croissance s'améliorent pour les pays avancés, celles concernant les pays émergents et les pays en développement se dégradent. Ces derniers contribueraient tout de même à hauteur de 70 % à la croissance mondiale en 2015.

Aux États-Unis, l'activité a été plus faible que prévue au premier trimestre 2015 : le PIB s'est contracté de 0,3 % par rapport au trimestre précédent, en lien avec un hiver rigoureux et l'appréciation du dollar, qui pèse sur les échanges extérieurs. La faiblesse des cours du pétrole, un ajustement budgétaire modéré et une politique monétaire toujours accommodante soutiennent toutefois la demande intérieure.

En zone euro, le PIB progresse de 0,4 % au premier trimestre 2015, après +0,3 % au quatrième trimestre 2014. Pour rappel, la croissance 2014 s'est établie à +0,9 % (Eurostat). D'après le FMI, l'activité serait soutenue par la baisse des prix du pétrole, les faibles taux d'intérêt et l'affaiblissement récent de l'euro. En 2015, l'activité économique devrait accélérer, portant la croissance annuelle à +1,5 %.

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE le 13 mai 2015, la croissance du PIB de la France s'établit à +0,2 % en 2014. Au premier trimestre 2015, le PIB progresse de 0,6 % après avoir stagné au quatrième trimestre 2014. L'accélération de la consommation des ménages et les variations de stocks contribuent positivement à l'évolution du PIB, tandis que l'investissement et le solde du commerce extérieur pèsent sur son évolution. Le FMI prévoit une croissance de +1,2 % pour la France en 2015.

Au Japon, après une année 2014 décevante, la croissance devrait aussi se redresser, grâce à l'affaiblissement du yen et à la baisse des prix du pétrole.

En Chine, le FMI prévoit un nouveau ralentissement de l'investissement, en particulier dans l'immobilier. Au Brésil, une moindre confiance du secteur privé, un durcissement de la politique macro-économique ainsi que la sécheresse influent négativement sur les perspectives de croissance. En Russie, les prévisions de croissance reflètent l'impact économique de la forte baisse des prix du pétrole et de la montée des tensions géopolitiques.

En 2016, l'activité économique des pays émergents devrait s'accélérer et porter la croissance mondiale à +3,8 %.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE, BEA

Avertissement méthodologique : à partir du deuxième trimestre 2013, les données représentées sont, en général, corrigées des variations saisonnières. Le traitement peut être effectué par l'organisme producteur des données ou bien par l'IEDOM (méthode ARIMA X-12)...

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : Y. CARON

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : 11 juin 2015 – Dépôt légal : Juin 2015 – ISSN 1952-9619